

POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE AU SERVICE DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT DE NOS TERRITOIRES

Le PCF se bat pour que soit menée en France, en Europe une véritable politique industrielle, moderne, durable et planifiée.

La désindustrialisation est due aux stratégies patronales soutenues par les pouvoirs publics. Pour augmenter la rentabilité du capital, ils délocalisent et ils donnent la priorité aux placements financiers au détriment de l'investissement productif, de l'emploi, de la formation, de la Recherche & Développement.

Aujourd'hui pratiquement un quart des richesses créées par les travailleurs dans les entreprises privées va vers les actionnaires !

Les orientations du nouveau gouvernement Valls ne répondent en rien aux aspirations et aux attentes des salariés. Plus de 50 milliards d'€ d'économies sont annoncées dans le « pacte de responsabilité » sur le dos des salariés, des privés d'emploi et des retraités. Et les politiques d'aides aux entreprises se poursuivent sans conditions et sans contrôle : plus de 200 milliards d'exonérations en tous genres pour les entreprises, sans aucun effet sur l'emploi ! Comment accepter que les grandes entreprises bénéficient de dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales et de l'extinction de l'impôt sur les sociétés, tout en continuant à licencier à tour de bras et à organiser l'évasion fiscale... aux frais du contribuable, et notamment par la hausse de la TVA ?

L'État doit porter une vraie ambition industrielle avec de grands projets structurant des filières et revitalisant les régions : un pays qui ne produit plus de richesses ne peut plus coopérer, ni investir dans l'éducation, la santé et de grands services publics !

Pour cela il faut :

- ♦ Voter le projet de loi des députés communistes pour interdire les licenciements boursiers
- ♦ Remettre à plat les 200 milliards d'€ d'aides de toute nature versées aux entreprises
- ♦ Imposer le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient
- ♦ Attribuer des droits et des pouvoirs nouveaux aux salariés pour s'opposer aux stratégies patronales.
- ♦ Mettre en place une taxe sur la réimportation des productions délocalisées
- ♦ Créer un pôle public financier
- ♦ Instituer un salaire minimum à 1700 € et une augmentation générale des salaires pour assurer une vie digne avec un salaire décent.

**ETRE DE GAUCHE, C'EST REPENDRE
A CETTE URGENCE SOCIALE !**

L'Europe de la concurrence « libre et non faussée » :

A Anvis-Decize, le projet de la direction japonaise est de délocaliser l'activité du secteur automobile... en Roumanie, pays membre de l'Union Européenne. Il s'agit donc d'un projet de délocalisation à l'intérieur-même de l'UE, mettant en concurrence les travailleurs français avec les travailleurs roumains.

A Faurecia Cercy-la-Tour, en 2012 la direction avait fait un véritable chantage pour que les syndicats signent un « accord de compétitivité » (baisses de salaires ou augmentation du temps de travail en « échange » du maintien de l'emploi) ; elle fait à nouveau le même chantage aux salariés de Nogent-sur-Vernisson (Loiret) s'ils veulent récupérer la production de Cercy-la-Tour... sinon cette production s'en va en République Tchèque ou au Portugal ! Il s'agit donc d'une mise en concurrence des salariés de la Nièvre avec ceux du Loiret... et des salariés français avec les salariés tchèques ou portugais !

Pourtant, contrairement à ce que raconte la famille Le Pen, l'ennemi du salarié d'Anvis ou de Faurecia n'est pas l'ouvrier roumain ou tchèque à 400 euros mensuels : comme les salariés français, ils sont exploités par les mêmes patrons, les mêmes grandes firmes, les mêmes actionnaires !

Et ce sont les grandes firmes et leurs actionnaires qui inspirent, avec leurs lobbys, tous les traités et toutes les directives européennes avec comme objectif de mettre toujours plus en concurrence les salariés d'Europe entre eux pour faire baisser les salaires, dégrader les conditions de travail, ne pas respecter les normes environnementales ou sanitaires !

Les élections européennes seront l'occasion de dire stop à la concurrence entre les peuples et oui à une Europe de coopération et d'harmonisation sociale par le haut que portent les candidats du Front de Gauche.



JE SUIS COMMUNISTE
ET ÇA FAIT DU BIEN !

NOM - Prénom :

Adresse :

Mail :

À retourner à : PCF, 10 rue de la Rotonde 58 000 NEVERS

**Renforcez le
Front de Gauche,**

**Rejoignez le
Parti Communiste !**

Imprimé par la SARL Les Nouvelles de la Nièvre

e' Avenir

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
SECTION DE DECIZE - LA MACHINE

Mai 2014

PCF
Parti communiste français

membre du
**FRONT
DE GAUCHE**

Anvis, Faurecia...

Ne laissons pas la Finance tuer nos emplois et nos usines ! Ensemble, imposons d'autres choix !

Menace de 220 suppressions de postes et délocalisation à Anvis-Decize... menace de délocalisation d'une ligne de fabrication d'armatures de sièges auto à Faurecia - Cercy la Tour... Rien ne justifie d'un point de vue industriel ces annonces ! Sinon la remise en cause de la filière automobile dans tout le département.

Les élu(e)s communistes / Front de Gauche de la Nièvre expriment leur colère et leur indignation aux annonces sur ces deux sites pour la seule recherche de rentabilité financière. Et ils expriment tout leur soutien aux salarié-es, à leurs familles et aux syndicats qui portent des propositions alternatives.

On a ici une nouvelle illustration de ce qui arrive quand on laisse tous les pouvoirs aux mains des Directions des grands groupes et de leurs actionnaires.

A force de cajoler le patronat avec des cadeaux en tous genres (dont le CICE - voir ci-contre), à force de casser les droits des salariés (avec l'ANI - voir ci-contre), le gouvernement se rend complice de ces suppressions d'emplois. Ça suffit !

Depuis des mois, les syndicats d'Anvis ont fait des propositions pour développer l'activité et l'emploi. Elles doivent être entendues par le gouvernement, et soutenues par tous les élus nivernais !

La forte mobilisation du 10 avril dernier, qui a vu plus de 2 500 manifestants dans les rues de Decize, était porteuse de ces exigences.

Résultat de cette mobilisation, une première réunion s'est tenue au Ministère de l'Economie et du Redressement productif, le 17 avril. Le 7 mai, les dirigeants japonais du groupe Tokai étaient reçus au Ministère. On annonce maintenant la tenue d'une table ronde pour le mois de juin.

Lors de cette table ronde, les propositions industrielles portées par les syndicats doivent être débattues, étudiées, mises en œuvre. Et la procédure doit être suspendue, tant que cette table ronde n'aura pas abouti !

C'est comme cela que nous maintiendrons et développerons une activité productive utile, créatrice d'emplois dans le Sud-Nivernais, et que nous mettrons en échec les stratégies financières des grands groupes !



2 500 manifestants à Decize le 10 avril dernier à l'appel des salariés et syndicats d'Anvis, pour sauvegarder les emplois. Ci-dessus Jean-Marc Soisson, élu communiste à Decize, ouvrier dans l'automobile et secrétaire de la Section de Decize du PCF

Bravo le « CICE » !

477 000 euros : voilà ce que touche Anvis, cette année, au titre du « Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi ».

Un crédit d'impôt (20 milliards d'€ au niveau national !) accordé aux grandes entreprises sans contrepartie en termes d'emplois de salaires... et financé par la hausse de votre TVA !

C'est un scandale. Bien évidemment, le CICE ne crée pas d'emploi, et ne fait que grossir les dividendes des actionnaires, comme l'ont toujours dénoncé les communistes et leurs élus. La preuve à Anvis !

Merci « l'ANI » !

A Anvis comme à Faurecia, on a la confirmation que l'adoption de la loi dite « de sécurisation de l'emploi » issue de l'Accord National Interprofessionnel de janvier 2013 (l'ANI), loin de sécuriser l'emploi, donne des ailes au patronat pour instituer la mobilité forcée et la mise en concurrence des salariés comme variable d'ajustement.

« Grâce » à l'ANI, les procédures sont accélérées... facilitant la tâche des patrons pour licencier, et réduisant les possibilités des syndicats pour s'y opposer. Les députés communistes - Front de Gauche ont bien eu raison de voter contre cette loi au Parlement !